Citoyennes, Citoyens, Camarades,

Au nom de

l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI)

(pour la reconstruction de la IVᵉ Internationale)

soutenue par **l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme (AJS)**

Jean-Pierre SPELLER ouvrier typographe, candidat

Josette LOGEREAU étudiante, suppléante

s'adressent à vous

Ouvrier typographe, militant de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IVᵉ Internationale), membre du Comité National de l'AJS, je me présente à vos suffrages contre Gabriel-Adolphe KASPEREIT, député UDR, ancien sous-ministre du gouvernement Chaban-Delmas. Dans la nuit du 25 au 26 avril 1969, veille du référendum où les travailleurs et les masses laborieuses de ce pays ont chassé de Gaulle, il perpétra conte moi et deux autres travailleurs de l'imprimerie Moriamé une agression au cours de laquelle je perdis l'usage de l'œil gauche. M. Gabriel-Adolphe KASPEREIT, député du 9ᵉ arrondissement, dirige avec ses deux fils Claude et Alain KASPEREIT un groupe constitué de nervis dont la plupart, recrutés parmi la pègre de l'arrondissement, sont connus dans le 9ᵉ pour leurs mauvais coups contre les jeunes, les travailleurs et les démocrates.

Je me présente à vos suffrages face à Gabriel-Adolphe KASPEREIT mon agresseur, pourtant, je tiens à insister : cela n'est en rien, ni de près ni de loin, une « affaire personnelle ». C'est en tant qu'ouvrier, que le commando de M. KASPEREIT m'agressa. C'est en tant que député bourgeois, en tant que « homme d'ordre » dans le 9ᵉ arrondissement, que M. KASPEREIT organise la mise en coupe réglée du 9ᵉ arrondissement.

C'est en tant qu'ouvrier, exigeant comme tout citoyen que justice me soit rendue, que j'ai déposé une plainte étayée par des témoignages accablants contre M. KASPEREIT. C'est en tant que député, en tant qu'ancien sous-ministre bourgeois, que M. KASPEREIT a mis en œuvre tous les moyens que lui procure ses fonctions pour étouffer l'affaire, faire piétiner l'instruction et me dénier le droit d'obtenir justice.

C'est en tant que travailleur, que militant, en tant que communiste, qu'avec mon organisation, l'OCI, je n'ai cessé de mener le combat pour obtenir justice, en m'adressant à tous les travailleurs, à toutes leurs organisations, à tous les exploités de ce pays, à tous ceux qui n'acceptent plus que des jeunes comme Pierre OVERNEY, comme Marc LANVIN, militant du PCF, tombent victimes des coups des bandes armées semblables à celle de Gabriel-Adolphe KASPEREIT.

C'est en tant que député bourgeois, en tant que « homme d'ordre » que M. Gabriel-Adolphe KASPEREIT veut aujourd'hui faire taire mon organisation parce qu'elle proclame la vérité et qu'elle combat pour la faire éclater au grand jour, vérité que M. Kaspereit tente d'étouffer avec le concours de ses amis, les ministres UDR et centristes du gouvernement Pompidou.

Qu'on en juge. M. Gabriel-Adolphe KASPEREIT représente le régime, la société des patrons, M. Gabriel-Adolphe KASPEREIT est PDG des « Biscuits Brun-Pâtes La Lune ». En dix ans, il a chassé de l'arrondissement 18 000 de ses habitants (60 000 en 1961, 42 000 en 1971), pour faire du 9ᵉ un « arrondissement-City ». à la londonienne. Il couvre l'exploitation d'un réseau de boîtes de nuit et de jeu digne de Las Vegas. M. KASPEREIT a de qui tenir. Il est du parti d'Edouard Charret, le député UDR, proxénète de Lyon, du parti de Ryves Henrys, le député UDR, escroc de la Garantie Foncière. Il est du parti au pouvoir, du parti des scandales de la Villette, de la Défense, des Halles de Paris. Il est du parti du pouvoir des ballets roses, des petits lapins. Il est du parti au pouvoir, celui de la matraque que Marcellin le sabreur n'a jamais hésité à utiliser contre les lycéens et les étudiants qui défendent leur droit aux études, leur droit au savoir contre un pouvoir qui veut les chasser des facultés (26 000 étudiants en première année de Médecine, 20 000 exclus) et disloquer l'enseignement primaire et secondaire.

LES CHOSES SONT CLAIRES.

Cette majorité Bleu-CRS, née de la dislocation-trahison de la grève générale par ceux qui avaient à charge de la faire triompher, est condamnée.

Il faut en finir avec l'UDR et ses alliés.

MAIS IL FAUT EN FINIR AVEC CETTE Vᵉ REPUBLIQUE ET SA CONSTITUTION NEE DU COUP D'ETAT DE 1958

C'est la volonté des travailleurs, des jeunes et des masses laborieuses de notre pays. Ils refusent un régime de faillite, un régime miné par les scandales et la corruption. Ils refusent un régime qui se vante de « construire un CES par jour ». Un de ces CES, comme celui du 19ᵉ arrondissement, faits pour durer « l'espace d'une inauguration » et dans lequel vingt-trois enfants ont péri carbonisés. Une de ces écoles maternelles comme celle de la rue Clauzel, dans le 9ᵉ arrondissement où il n'y a aucune condition de sécurité, malgré les requêtes faites depuis dix ans par les parents d'élèves dont se désintéresse M. Gabriel-Adolphe Kaspereit. Ils refusent ce régime car ils savent, eux, les exploités, que le « coupable » ce n'est ni le sort, ni le sol, ni les travailleurs qui ont bâti ce CES, mais le régime du profit maximum, de la rentabilité, sur le dos des travailleurs, le régime, la société des patrons.

DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS, DE JEUNES, DE COMMERCANTS, D'INTELLECTUELS, LE 4 MARS, VOTERONT POUR EN FINIR, POUR BATTRE POMPIDOU, L'UDR ET SES ALLIES.

Ce régime doit être condamné, ses institutions doivent être condamnées. Des millions d'hommes veulent en finir. Pourtant certains tentent de les sauver.

Ainsi les « réformateurs », comme Jean-Claude Briffault, candidat dans le 9ᵉ, émule de Servan-Schreiber et de Lecanuet, signataires aux côtés des radicaux de «gauche » FABRE, FAURE, MAROSELLI, LAMIRAULT, FILIPPI, du manifeste de la haute finance, du manifeste « ciel-et-terre », partisans du « management » à l'américaine.

DES MILLIONS D'HOMMES VEULENT EN FINIR, IL FAUT BALAYER L'UDR ET SES ALLIES, CHASSER CE GOUVERNEMENT.

Battre Pompidou, l'UDR et ses alliés est indispensable.

QUEL GOUVERNEMENT

peut annuler toutes les dispositions qui portent atteinte aux libertés démocratiques ? En 1968, 10 millions de travailleurs en grève clamaient « De Gaulle, 10 ans çà suffit ». En 1969, de Gaulle, battu, dut se démettre. Mais Pompidou a assumé l'héritage de la Vᵉ République. « Pompidou, çà suffit ». La Vᵉ République et ses institutions anti-ouvrières, 15 ans ça suffit.

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

Abroger les réformes réactionnaires de la Sécurité Sociale, hospitalières et autres.

Exproprier le grand capital, les monopoles, les banques.

Elaborer un plan de production sous le contrôle des travailleurs, des masses exploitées, des usagers, des locataires.

QUEL GOUVERNEMENT PEUT

En finir avec le pillage de l'Etat, la corruption, les scandales ?

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

En finir avec la Vᵉ République et ses institutions. abroger sa constitution réactionnaire et anti-démocratique.

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

Abroger les réformes réactionnaires de l'enseignement et de la formation professionnnelle ? Cesser de verser les fonds publics aux écoles privées ? Casser les lois Debré-Marie, Debré-Pompidou ? Faire en sorte qu'il n'y ait « pas de curés, pas de patrons, à l'école » ? Nationaliser, sans indemnités ni rachats, les écoles privées, préalable à une véritable réforme de l'enseignement ?

Tous les problèmes qui confrontent les masses exploitées, la jeunesse soulèvent la question :

« QUEL GOUVERNEMENT »

peut les résoudre ?

Tirant les leçons de l'expérience, la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, veulent se regrouper au cours de ces élections législatives. Elles veulent une réponse à cette question qui domine tout :

QUEL GOUVERNEMENT ?

Les partis de la classe ouvrière doivent s'unir pour défaire tous les partis du Capital. En effet, de l'UDR aux radicaux de droite et de gauche, tous sont prêts à venir au secours de la Vᵉ République, du pouvoir bourgeois menacé, du capitalisme. Les représentants des « radicaux de gauche », membres de « l'Union de la Gauche » espèrent se faire élire grâce à l'apport des voix ouvrières.

Nous, trotskystes, affirmons :

les leçons de plusieurs dizaines d'années de lutte le démontrent :

Au cours de ces élections, le problème posé est :

— ou soutenir le régime capitaliste pourrissant et imposer aux travailleurs, aux masses, aux jeunes, le poids écrasant de ce système en faillite ;

— OU OUVRIR LA VOIE AU SOCIALISME.

Les représentants du parti radical veulent sauver le Capital, la bourgeoisie, la Vᵉ République. Ils sont partisans de « l'Union de la Gauche » sans rivage à droite.

Ils sont prêts à l'union sacrée de tous les partis pour sauver la bourgeoisie aux abois.

SEUL UN GOUVERNEMENT SANS REPRESENTANT DES PARTIS BOURGEOIS — DE l'UDR AUX RADICAUX DE DROITE ET DE GAUCHE —, DES DEFENSEURS DU CAPITAL, PEUT REPONDRE AUX ASPIRATIONS ET AUX BESOINS DU PROLETARIAT, DES MASSES EXPLOITEES, DE LA JEUNESSE ET SATISFAIRE LEURS REVENDICATIONS

La preuve ? Dirigeants du PS et du PCF ont dû affirmer publiquement qu'ils n'attenteraient pas à la Vᵉ République et à sa Constitution, qu'ils laisseraient POMPIDOU en place. MITTERRAND, et à sa suite Georges SEGUY, ont déclaré qu'il faudrait modérer les revendications. Et cela pour maintenir « l'Union de la Gauche ».

Nous, trotskystes, leur disons : Rompez avec la bourgeoisie ; rompez avec les partis du Capital, rompez avec le parti radical. Unissez-vous au cours de ces élections, après ces élections, réalisez le Front unique des Partis ouvriers et luttons en commun pour que se constitue un

GOUVERNEMENT PS-PCF, SANS AUCUN MINISTRE DES PARTIS BOURGEOIS

un gouvernement qui s'engagerait à satisfaire toutes les revendications des masses.

C'est pour mener cette bataille, pour battre les Kaspereit et les autres candidats bourgeois que l'OCI soutenue par l'AJS présente des candidats. Combattre pour le Front unique des partis de la classe ouvrière, — pour un gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes.

— pour le programme de la classe ouvrière,

— pour le gouvernement ouvrier,

— pour le socialisme,

exige de bâtir le parti révolutionnaire. Les candidats de l'OCI sont les candidats qui luttent pour la construction du parti de la révolution prolétarienne.

VOTEZ O.C.I. VOTEZ Jean-Pierre SPELLER

P.S. — Un autre candidat se présente sous l'étiquette trotskyste. Partisan honteux de l'Union de la Gauche, il n'a aucun droit à ce titre. Ceux qui sont pour le Front unique ouvrier voteront OCI. Quant aux partisans de « l'Union de la Gauche » sans rivage à droite ils voteront pour les partis de « l'Union de la Gauche » qui s'en réclament ouvertement.

D'autre part,le PSU présente une candidate, Mme Didner-Sergent dont je connais le dévouement. Mais cela ne change en rien la politique et le rôle du PSU : organisation sans autre programme que de mettre la classe ouvrière à la remorque des curés et des pasteurs.

Vu, le candidat.

Permanence électorale : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-10ᵉ.

Imprimerie « ABEXPRESS » - Paris-10ᵉ.